



Une victoire ouvrière : la lutte à Evian-Cachat (avril-octobre 1971)

I. LES ETAPES DU CONFLIT.

II. LES CAUSES DE CETTE VICTOIRE OUVRIERE.

A. Un terrain difficile.

1. B.S.N. ou l'Empire Riboud.
2. Une entreprise à direction autoritaire : la Cachat.
3. Le Chablais : une situation **géographique** peu favorable.
4. Le Chablais : une situation économique et sociale sans débouchés.

B. Naissance d'un mouvement révolutionnaire malgré une situation politique conservatrice.

1. Une situation politique dominée par un apolitisme conservateur.
2. Naissance d'un mouvement socialiste et révolutionnaire.

III. LES LEÇONS D'UNE VICTOIRE.

1. L'Assemblée Ouvrière et Paysanne du 3 octobre 1971.
2. Les conclusions du groupe d'entreprise Cachât et de la section du Chablais du P.S.U.

I. LES ETAPES DU CONFLIT

Il n'a pas éclaté d'un seul coup au mois d'août 1971. Le lock-out avait pour but d'intimider les travailleurs en lutte depuis plusieurs mois et de casser leur combativité.

• **Début avril**, une manifestation a lieu à Evian au moment de la remise de la coupe du monde de ski alpin (trophée Evian). Les travailleurs veulent expliquer sur la place publique, au milieu des vedettes du cirque blanc, leurs conditions de travail, mais la presse fait peu cas de cette manifestation.

♦ **En avril et mai**, les travailleurs luttent pour une augmentation non hiérarchisée. Ils obtiennent 30 centimes de l'heure pour tout le monde. Mais la direction tente de récupérer cette augmentation par un accroissement des cadences. Or à la fin des chaînes se trouvent les empileurs de cartons.

Les interventions des délégués n'apportent rien et les empileurs de carton, qui connaissent les cadences les plus pénibles, mais parmi lesquels il n'y a aucun délégué, sont prêts à débrayer. Ce qu'ils font spontanément le **3 août**, en réclamant des cadences plus humaines.

Ils entraînent toute l'usine derrière eux et les O.S. et O.P. font pendant dix-huit jours entre une et trois heures de grève chaque jour par poste et par



équipe, ce qui désorganise totalement la production et coûte évidemment très cher à la direction. Les mots d'ordre portent sur la garantie de l'emploi et les cadences (la direction considère, quant à elle, que la cadence est en-dessous des normes).

- Le **20 août**, une assemblée générale du personnel décide la poursuite du mouvement à 93,8 % et, sur la forme de celle-ci, 56 % se prononce pour la grève illimitée : c'est dire sa détermination. Les empileurs de carton demandent un homme supplémentaire par équipe de six (ce qui ferait douze hommes en plus) et tous les ouvriers veulent être sûrs que l'on ne les mettra pas à la porte un jour ou l'autre parce qu'on aura mis une machine à leur place.

- Le **25 août**, l'ensemble des travailleurs de l'usine fait une grève de 24 heures avec occupation. Un solide piquet empêche la maîtrise de passer.

- Mais le **26 août**, les cars de ramassage ne passent pas pour conduire les travailleurs de l'équipe du matin à l'usine pour 5 h 30. Ils s'arrangent donc pour venir en voiture et trouvent les portes de l'usine fermées. C'est le lock-out.

- Lundi **30 août**, presque tous les travailleurs de l'usine (1 000 environ) participent à un meeting à l'ancienne usine d'Evian et manifestent dans les rues de la ville. Pendant le meeting, sur proposition d'un délégué C.F.D.T., les travailleurs **décident l'occupation de l'usine**. Le délégué propose, si tous les ouvriers en sont d'accord, d'essayer de faire tourner l'usine sans le patron : le patron a besoin des ouvriers, mais les ouvriers, eux, n'ont pas besoin du patron pour faire marcher l'usine.

Au cours d'une conférence de presse donnée le même jour dans les locaux des syndicats, un appel à la solidarité est lancé.

- Le **31 août**, à 5 h 30, l'usine est occupée par les travailleurs de la première équipe et l'occupation s'organise. Une première collecte est faite sur le marché d'Evian par des camarades du P.S.U. et du Secours Rouge qui font des panneaux explicatifs. Le soir même, la création d'un comité de soutien est proposée aux travailleurs par la C.F.D.T., la C.G.T. et le P.S.U. Ceux-ci l'acceptent dans l'enthousiasme et une structure provisoire est mise en place à laquelle participeront immédiatement les militants du Secours Rouge. Le P.C. et le S.N.E.S. donneront ensuite leur accord de principe en tant qu'organisations.

- Le **2 septembre**, les délégués syndicaux sont en discussion à la préfecture à Annecy, discussion d'où il ne sortira rien. Pendant ce temps, une trentaine de travailleurs de la Cachât et les militants du comité de soutien tiennent un stand sur la foire de Crête à Thonon (c'est la plus importante foire du Chablais) et distribuent 8 000 tracts pour populariser le mouvement. L'argent recueilli pendant la journée sera apporté le soir à l'usine où l'on dansera au son de l'accordéon. Le contact passe entre les ouvriers qui occupent et les militants du comité de soutien.

- Le **lendemain**, des discussions sans résultat ont lieu à Evian entre la direction et les délégués syndicaux. A l'issue de cette réunion, une cinquantaine de travailleurs, mécontents du refus de la direction, « retiennent » celle-ci pendant une heure et demie. L'intervention du commissaire de police et de ses adjoints, ainsi que l'absence d'objectif clair, font se terminer cette action spontanée des ouvriers qui veulent discuter sérieusement avec la direction.

Le même jour, les syndicats et le comité de soutien envoient une lettre à tous les maires du secteur pour populariser le mouvement et décident d'organiser une manifestation de masse pour le lundi 6 septembre à Thonon.

- Le **samedi 4**, un groupe de pêcheurs professionnels du lac, aidés d'ouvriers de la Cachât, apporte à l'usine 250 kg de poissons. Cette action



est importante car elle concrétise, la solidarité d'autres travailleurs et permet des discussions entre les ouvriers qui occupent et l'extérieur.

Mais en même temps se développe une opération du P.C. pour faire exclure de l'usine les militants du P.S.U. et du Secours Rouge, favorisée par quelques maladroites incontrôlables (des membres du Secours Rouge de Grenoble, probablement en mal d'action, se sont précipités sur « l'entreprise de la région où il se passait quelque chose »).

- Le **6 septembre** a lieu à Thonon une manifestation de masse. Plus de 1 500 personnes dans la rue défilent jusqu'à la sous-préfecture. On n'en avait jamais vu autant en 68. Les mots d'ordre sont d'abord ceux du conflit (« Riboud aux cartons », « Garantie de l'emploi », « Retraite à 60 ans »). Mais bientôt, en passant devant la mairie, on entend « Pianta aux cartons » (Pianta est le député-maire républicain-indépendant de Thonon) et puis « Riboud, salaud, le peuple aura ta peau », vite arrêté sur intervention des militants du P.C. Mais la manifestation se termine par « La Cachat aux ouvriers », « Le pouvoir aux travailleurs ».

Le soir a lieu la réunion de **constitution officielle du comité de soutien**. Dès le départ, deux conceptions s'opposent : celle du P.C. qui souhaite constituer un cartel d'organisations le plus large possible qui se réunirait en dehors de l'usine et ferait des collectes, et celle du P.S.U., de la C.F.D.T. et du Secours Rouge, qui veulent organiser un mouvement de militants travaillant avec les ouvriers de la Cachat et sous leur contrôle constant.

Après une heure et demie de discussion pendant laquelle les ouvriers présents répondent à l'exclusive du P.C. à l'égard du Secours Rouge, le P.C. se retire, suivi de l'Union locale C.G.T., du S.N.E.S. et du S.N.I., mais pas de la C.G.T. Cachat. Le comité de soutien est donc constitué officiellement avec des militants des syndicats C.F.D.T. et C.G.T. de la boîte, de l'union locale C.F.D.T., du P.S.U., du Secours Rouge et de Vie Nouvelle. Ensuite le rejoindront des pêcheurs, des commerçants du C.I.D.-U.N.A.T.I., des paysans.

Le P.C. et l'union locale C.G.T. ont précisé en se retirant qu'ils organiseraient des collectes de leur côté. La décision du syndicat C.G.T. Cachat de faire partie du comité de soutien après le départ du P.C. et de l'union locale C.G.T. correspondait à son souci de ne pas se couper de la base des travailleurs malgré son désir d'écarter les gauchistes. Les travailleurs manifestaient une volonté unitaire très ferme et n'ont pas tellement apprécié la tentative de récupération tentée par le P.C. qui apparaissait alors que la lutte était engagée depuis plus d'une semaine.

- Le **mercredi 8**, les délégués syndicaux sont à Annecy à la réunion de la commission départementale de conciliation.

Pendant ce temps, le comité de soutien prend contact par lettre avec tous les curés du secteur et réalise une nouvelle distribution de poissons.

Mais dans l'usine l'ambiance tombe un peu. Les ouvriers ne voient pas de perspectives précises et, de plus, aucun comité d'occupation n'est mis en place. Ce sont les délégués qui en assument les fonctions sous le contrôle des travailleurs présents.

Toutefois, l'organisation d'un bal de solidarité qui doit se dérouler le dimanche suivant au Palais des Congrès à Evian (là même où le syndicat des policiers en tenue vient de tenir son congrès) mobilise plusieurs dizaines de travailleurs qui font la « tournée » des commerçants de Thonon et Evian pour monter une tombola et en profiter pour expliquer leurs revendications.

- Le **jeudi 9**, les délégués sont toujours à Annecy. Le comité de soutien est présent sur le marché de Thonon avec des travailleurs, ainsi qu'à la porte des usines.



Le soir, les délégués rentrent d'Annecy en ayant refusé la proposition de la Commission :

1° Temps de travail réduit de 1/6 par semaine pour les empileurs de carton.

2° Paiement de 5 jours de lock-out.

3° Discussions du problème de l'emploi à partir du 10 octobre.

4° Reprise du travail dans des « conditions normales », ce qui signifie que les syndicats s'engageaient à ce qu'il n'y ait pas de grève avant un certain temps (période de discussion).

- Le **vendredi 10**, les postes de radio, la télé, la presse annoncent la reprise du travail pour le lundi 13 dans le but évident de démobiliser les travailleurs, d'isoler les délégués syndicaux et de faire tourner court le mouvement de solidarité qui s'élargissait. Les travailleurs qui s'étaient déjà rendu compte du manque d'information ou des informations tronquées dans la presse française, voient à cette occasion dans quel camp se trouvent les principaux organes d'information. La présence presque chaque jour de journalistes suisses, les informations objectives données par ceux-ci ainsi qu'un débat de 20 minutes à une heure de grande écoute sur Radio-Sottens (Suisse) pendant lequel les délégués syndicaux et des ouvriers de la Cachat étaient pratiquement seuls à parler, ont montré aux ouvriers ce que pouvait être une presse « libre », même en système capitaliste. Les discussions dans l'usine, après cette émission de Radio-Sottens, étaient révélatrices.

- Le **samedi 11**, alors que le mouvement de solidarité ne faiblit pas, bien au contraire (de nouvelles usines sont touchées, des permanences sur les marchés de la région sont assurées), les travailleurs de la Cachat se réunissent en assemblée générale pour prendre position sur les propositions de la commission départementale de conciliation.

Le front syndical uni commence à se fissurer car l'appareil de la Fédération de l'Alimentation C.G.T. est venu de Paris, et veut faire reprendre le travail. Il y aurait, d'après elle, danger d' « aventurisme gauchiste ». La C.G.T. propose de faire reprendre les grèves perlées ou limitées dès la reprise du travail, ce qui coûte beaucoup au patron et peu aux travailleurs.

Pour la C.F.D.T., majoritaire, soutenue par la majorité des travailleurs de l'entreprise, il faut gagner ce combat et obtenir quelque chose d'important, quitte à améliorer par la suite les acquis de cette lutte.

Le vote se fait dans une certaine confusion, mais le résultat est clair. 80 % des travailleurs se prononcent contre les propositions de la commission de conciliation, entérinées par la direction. Il n'est plus alors question de reprise du travail. Une nouvelle assemblée générale des travailleurs est convoquée pour lundi matin.

Le bal de solidarité d'Evian, qui est un succès, et l'annonce de l'envoi de 5 000 F par le comité d'entreprise de Renault-Le Mans, permettent de relancer la mobilisation et aux ouvriers de sentir concrètement que la solidarité des travailleurs en lutte n'est pas un vain mot. Des informations permettent de pressentir que la direction ne pourra pas tenir longtemps sans voir son réseau commercial totalement désorganisé.

- Aussi, le **lundi 13**, l'occupation et le mouvement sont-ils relancés au cours de l'A.G. qui organise un véritable comité d'occupation. Un mouvement « pomme de terre et légumes » est lancé dans l'entreprise : les ouvriers habitant la campagne ou qui cultivent la terre se chargent de ramasser des pommes de terre, des légumes, des œufs pour les apporter à leurs camarades habitant en ville dans les H.L.M. de Thonon et Evian et qui sont touchés le plus durement par le conflit. En même temps, une nouvelle distribution de 200 kg de poissons a lieu dans l'usine.



• Le **14 septembre**, la direction écrit à tous les travailleurs pour faire le point de la situation à sa manière et demander de sauver la « réputation de la marque Evian ». La réponse est très nette : les ouvriers occupent plus nombreux l'usine, ils partent par dizaines dans tout le département avec des membres du comité de soutien pour collecter à la porte des usines et expliquer le sens de leur action. Une friture le soir à l'usine termine la journée et l'on danse au son de l'accordéon et de l'harmonica.

• Le **15 septembre**, le comité de soutien tient une conférence de presse pour faire le point sur le mouvement de solidarité et lancer un appel national. Les délégués syndicaux sont présents également, mais peu de journalistes (A.F.P., R.T.L., le Figaro, le Dauphiné-Libéré, Tribune Socialiste, des journalistes suisses).

Le soir même, la direction convoque les délégués syndicaux : la discussion dure 13 heures et se termine le jeudi matin à 7 heures. Pendant ce temps, on collecte toujours dans le département et même à Grenoble.

Les **résultats des discussions** sont les suivants :

— **Réduction de 1/6 par jour de leur temps de travail** pour les empileurs de carton;

— **Garantie de l'emploi** : les travailleurs obtiennent tout ce que la C.F.D.T. avait demandé. Aucune réduction de personnel ne doit avoir lieu sans que toutes les possibilités de maintien des effectifs aient été mises en œuvre (comme l'abaissement de l'âge de la retraite, le recyclage...);

— Paiement de 6 jours de lock-out;

— **Levée du lock-out** si la réponse des travailleurs est positive et ne parle plus de reprise du travail dans des « conditions normales ».

• Au cours de l'A.G. du **vendredi 17**, la plupart des empileurs de carton ne sont pas très chauds pour accepter ces conditions, car ils n'ont pas obtenu tout ce qu'ils demandaient. Pour les autres travailleurs, l'acquis est important (sauf sur le paiement des journées de lock-out), mais les syndicats comptent bien repartir à l'attaque.

Le vote donne 75 % de oui et 25 % de non. Une forte minorité de travailleurs veut continuer la lutte et la direction en tiendra compte par la suite.

• Le **lundi 20**, la reprise du travail se fait par un meeting à 5 h 30 et une manifestation silencieuse de tous les travailleurs de l'équipe du matin qui entrent unis dans l'usine, à la grande surprise de la maîtrise, qui, elle, n'avait jamais soutenu le mouvement.

• Le **mardi 21**, les empileurs de carton débrayent pendant 3/4 d'heure et obligent le directeur à venir discuter avec eux dans l'usine. Celui-ci doit promettre qu'à la réunion du 23 (prévue lors des discussions du 15) participeront leurs représentants. Bien entendu, ce sont les plus combattifs qui sont désignés.

Au cours de cette réunion, la direction essaie de biaiser, mais les travailleurs remettent vite la discussion à son véritable niveau. Ils obtiennent une réduction du travail de manutention de 1/3 par jour d'une direction surprise de trouver une telle combativité chez des travailleurs privés de salaire depuis trois semaines. Ces derniers décident d'ailleurs de ne donner leur réponse définitive à cette proposition qu'après huit jours d'essai.

C'est la première fois que, dans le Chablais, la lutte dans une entreprise a pour objectif les conditions de travail, la dignité de l'homme et la mise en cause de la toute puissance patronale. C'est aussi la première fois qu'une lutte est aussi mobilisatrice et entraîne une telle prise de conscience. Des travailleurs n'ayant pas une expérience des luttes ouvrières ont découvert tout au long de l'action les méthodes les plus efficaces, même si cela a conduit à quelques faiblesses et à quelques erreurs.



L'action s'est déroulée sous le contrôle des travailleurs à l'occasion des A.G. et des discussions parmi ceux qui occupaient l'usine, même s'il n'y a pas eu tout le temps initiative de la base (le mouvement ayant démarré à la base). L'organisation du comité d'occupation, de l'information, la mobilisation rapide des travailleurs n'ont pas été parfaites, surtout au début, mais se sont améliorées au cours du conflit et les leçons porteront certainement dans l'avenir, d'autant plus que malgré ces points faibles le mouvement a été positif.

La mobilisation a été assez difficile à réaliser dans l'ensemble du groupe B.S.N. Il y a eu une solidarité de la part des travailleurs de la Société Européenne de Brasserie, de Jacquemaire, à l'extérieur du groupe également (Vittel...), mais la direction a partiellement réussi à isoler les travailleurs de l'usine : les employés et la maîtrise du siège d'Evian, malgré un soutien financier important, n'ont jamais débrayé. La direction a pu faire courir les bruits les plus farfelus auprès de ces employés.

La mobilisation la plus importante a été réalisée par le comité de soutien, animé par des syndicats de la boîte, des ouvriers, des militants politiques et syndicaux. Le P.S.U. était largement représenté. Le but du comité de soutien était double :

— populariser la lutte des travailleurs de la Cachat dans le Chablais et ensuite dans le département et dans la région;

— aider les travailleurs à tenir le coup financièrement (13 millions d'anciens francs ont été versés au compte du comité de soutien et répartis entre les travailleurs).

Son action a été « tous azimuts » vers les autres groupes de travailleurs du Chablais (pêcheurs professionnels, commerçants, paysans...), vers les élus locaux, les curés et assemblées paroissiales et tous les groupes et personnes sensibilisées.

Dans sa pratique, toutes les décisions ont été prises par les travailleurs et les organisations syndicales de l'entreprise, Chacun, y compris la C.G.T. et la C.F.D.T., y apportait ses idées et sa contribution.

Les militants du P.S.U. (ceux du groupe d'entreprise comme ceux de l'extérieur) n'ont jamais critiqué les décisions prises définitivement par les ouvriers et leurs représentants et n'ont attaqué personne, sinon la direction et ses alliés.

Les contacts ont permis à plusieurs jeunes élus municipaux (sans étiquette) de prendre conscience du problème de l'emploi sur le secteur et de l'exploitation capitaliste. Ils ont vu que la bonne volonté et un sens de l'intérêt commun ne suffisent pas et qu'il est nécessaire d'avoir une orientation et un engagement politique sérieux.

L'action auprès des notables a été beaucoup plus difficile. Ceux-ci ne se sont résolus à envoyer de l'argent qu'au moment où le mouvement de solidarité était largement étendu et qu'il leur était difficile électoralement de ne rien faire.

Des chrétiens ont déclaré et écrit que la justice nécessitait de choisir son camp dans ce conflit.

Enfin, les travailleurs plus indépendants (pêcheurs, paysans, commerçants), si dans l'ensemble leur réaction a été plus lente, ont pris conscience concrètement que le système d'exploitation contre lequel se battaient les ouvriers de la Cachat était le même que celui contre lequel ils se battaient.

Le comité de soutien n'a pas remplacé les syndicats, il a rempli une fonction qui était nécessaire en soi et que les groupes ou mouvements existants ne pouvaient assumer. Son action a permis en plus de poser le problème sur le terrain de la politique et de l'organisation de la société et



des rapports sociaux. Les notables locaux ont été mis au pied du mur et ont choisi leur camp et cela est apparu clairement aux yeux des travailleurs de tout le secteur, en même temps que la collusion entre les pouvoirs publics (préfet, inspecteur du travail) et le patronat.

Quand les ouvriers, occupant l'entreprise, parlaient d'autogestion et de socialisme, cela voulait dire dans leur esprit qu'auparavant il fallait balayer le système politique et économique actuel, les notables, les patrons et établir un nouveau type de relations sociales.

Le P.C.F., quant à lui, est devenu agressif contre le P.S.U. une fois le conflit terminé (il y avait moins de risque), l'attaquant directement ou par le biais des organisations qu'il contrôle. N'ayant pas été présent dans la lutte, il en oublie qui est l'adversaire de classe et va jusqu'à comparer le P.S.U. à des marchands de canons. Mais la réponse à ces accusations a été donnée par les travailleurs de la Cachat eux-mêmes le 6 septembre, lorsque la majorité des travailleurs de la Cachat a décidé une stratégie de lutte proche de celle du P.S.U. et non pas de celle du P.C.

II. LES CAUSES DE CETTE VICTOIRE OUVRIERE

A. Un terrain difficile

1. B.S.N. ou l'Empire Riboud.

« Une industrie moderne, aujourd'hui, ne vaut que par ses bénéfiques. »

« Nous sommes bien décidés à faire du profit sur toutes nos activités. »

C'est selon ces mots d'ordre lancés par son grand patron Antoine Riboud que s'est développé l'empire B.S.N., champion du capitalisme à l'américaine en France : rentabilité maxima dans le minimum de temps possible, concentration, diversification. Si une entreprise ne se révèle pas suffisamment rentable, on retire les capitaux, on les place ailleurs, sur un meilleur terrain.

Le domaine de B.S.N., c'est le monde du verre : du verre d'emballage, et du verre à vitres. C'est de ces activités qu'il tire son origine.

B.S.N. est né en 1966 de la fusion de deux entreprises verrières de moyenne importance : la Compagnie des Glaces de Boussois et la Verrerie Souchon-Neuvesel, qui s'occupe principalement du verre d'emballage.

Riboud, précédemment placé à la tête de Souchon-Neuvesel, devient P.D.G. de la nouvelle société. Le groupe compte à cette date neuf usines, employant un total de 10 000 personnes, pour un chiffre d'affaires de 620 millions de francs. Il contrôle ou a absorbé nombre d'entreprises françaises ou étrangères dont la Société de Verreries Mécaniques franco-belges en 1950, Mecaniver en Belgique en 1961, Givoncourt, Hemain Frères, ancienne Maison Fleury, Verrerie de Folembray.

Il se trouve alors à la tête du progrès technique pour la fabrication du verre et travaille en collaboration avec de puissants groupes étrangers, en particulier le groupe américain Owens-Illinois.

Sous l'impulsion de Riboud et suivant ses méthodes d'action, B.S.N. va centrer ses activités autour de deux pôles :

- les industries du verre plat et des glaces,
- celles du verre d'emballage.

Il se lance dans une course effrénée aux absorptions et aux prises de contrôle. Il va notamment, en janvier 1969, essayer de prendre le contrôle (sans y parvenir) de son plus gros rival sur le marché européen : la Société du verre Saint-Gobain, plus puissante que lui à l'époque. Il affirmait vouloir « faire de magnifiques bénéfiques en additionnant B.S.N. et Saint-Gobain »



et offrait aux actionnaires de Saint-Gobain de leur racheter leur part du capital à des conditions plus avantageuses que les prix de la Bourse. Il leur donnait en échange une part du capital de B.S.N.-Saint-Gobain et leur promettait des revenus bien supérieurs à ceux du passé. Il n'a pas réussi. Dans le cas contraire, il se serait assuré le quasi-monopole de l'industrie du verre en France et, pour une large part, à l'étranger.

L'empire B.S.N. est néanmoins très étendu : B.S.N. participe à la vie de plus de 60 sociétés françaises et étrangères.

En 1968, B.S.N. s'était acquis une participation directe ou indirecte (mais supérieure à 20 %) dans 45 sociétés. Ces dernières totalisaient un chiffre d'affaires de 1 142 millions de francs (contre 700 millions pour la société elle-même).

A l'étranger, B.S.N. contrôle notamment, en Belgique, Glaverbel, premier producteur européen de verre à vitre; en Allemagne, la Deutsche Libbey Owens Gesellschaft Detag et possède une participation de 25 % du capital dans la Deutsche Tefelglass Detag, son principal concurrent allemand.

Plus généralement, B.S.N. contrôle :

- 100 % de la production belge de verre à vitre,
- 80 % de la production de verre à vitre en Allemagne,
- 100 % de la production de verre à vitre et d'emballage aux Pays-Bas,
- 25 % du verre à vitre et de 15 à 20 % du verre d'emballage en Espagne,
- 30 % du verre à vitre au Brésil.

En France, B.S.N. assure les 2/3 de la production du verre à vitre et le 1/3 de celle du verre d'emballage, ce qui représente une vente de près d'un milliard de bouteilles et de 500 millions de pots et flacons.

Il fournit sur le marché 80 % des emballages de bouteilles d'eau minérale, 74 % de ceux des emballages des bouteilles de limonade, boissons, jus de fruits, 65 % de ceux de la bière, 45 % des emballages du vin et 50 % de ceux du Champagne.

Il fournit aussi en flacons et emballages divers, dans une proportion importante, la parfumerie, la pharmacie, l'alimentation.

Le verre plat est utilisé dans le bâtiment, l'automobile, etc.

Riboud ne s'est pas contenté de concentrer. Pour donner une plus grande force au groupe, il s'est attaché également à diversifier. Cependant, il reste prudent dans ce domaine : la branche d'industrie choisie doit être suffisamment rentable ou propre à servir l'industrie du verre. « La diversification, dit-il, est une nécessité, mais elle doit cependant obéir aux mêmes critères que toute l'industrie moderne. On ne vit plus au siècle de la grandeur où le chiffre d'affaires compte. Ce qu'il faut, c'est faire des bénéfices. »

C'est ainsi qu'il a préféré retirer ses capitaux de sociétés comme Sovirel (lampes de télévision) ou de Sédிரer (isolateurs) pour les replacer dans des branches plus directement liées à l'industrie du verre.

B.S.N. est présent dans des secteurs tels que :

- Véréco (vaisselle en verre);
- la S.A.F.G. et les miroiteries de l'Ouest (objets en verre);
- Seprosy, Sedapac, filiales de B.S.N. à 100 %, ont fusionné. Elles fabriquent des emballages en plastique pour produits alimentaires, d'entretien, pharmaceutiques;
- Allibert (objets en plastique moulé);
- Sovis et Triplex (verrerie scientifique et technique);
- Boussois-Isolation (isolation acoustique et phonique), Wanner-Isoli-Isolation se charge de la mise en oeuvre de ces produits.



B.S.N. a aussi des activités dans les domaines des eaux minérales, des jus de fruits, de la bière et des aliments pour bébé (c'est à ce titre que le conflit à la Cachat est en rapport avec cette énorme machine).

B.S.N. contrôle également des industries de la bière avec la Société européenne de Brasserie et Kronenbourg. Il possède des participations importantes dans les jus de fruits avec Eva et Fruité. Il assure 65 % de la production d'aliments infantiles avec Fali, Jacquemaire, les repas diététiques Fallières. Il contrôle également 30 % de la production d'eaux minérales par le rachat d'Evian, Badoit et Vais.

Quelle est la place de la S.A.E.M.E. dans l'empire Riboud ? Voici ce que Riboud en dit lui-même : « Lorsque nous avons décidé de diversifier la Société des Eaux Minérales d'Evian, dont le principal slogan publicitaire est « l'eau des bébés », nous avons commencé par acheter la Société « Phosphatine Fallières », spécialisée elle aussi dans la nourriture pour bébés. Très vite, nos études de prospective ont montré que notre taille était insuffisante pour avoir des usines de fabrication à rendement optimum. Nous avons fusionné alors Evian, Fallières et la Blédine Jacquemaire pour atteindre 65 % du marché des aliments pour enfants. »

B.S.N. était le principal actionnaire de la Société des Eaux Minérales d'Evian depuis 1963. Il l'a absorbée en 1970, ainsi que ses filiales, notamment l'usine Guillot de fabrication d'aliments pour Jacquemaire et il a formé une nouvelle S.A.E.M.E. qui comprend Fali, Jacquemaire, Evian, Badoit.

Cette Société est maintenant filiale à 100 % de B.S.N. Alors que Saint-Gobain a pu résister aux convoitises de B.S.N., l'ancienne S.A.E.M.E. a été, peu de temps après l'O.P.A. manquée, une proie facile.

2. La Cachat.

La S.A.E.M.E. groupe près de 1 700 travailleurs, dont 1 100 à l'usine d'Amphion, 500 à Evian (essentiellement service administratif) et environ 30 personnes dans un entrepôt à Annemasse. A côté de cela, l'usine Savoie-Plastique, société bidon, emploie 150 personnes. A l'intérieur de l'usine d'Amphion les conditions de travail médiocres se dégradent de plus en plus : les ouvriers sont obligés de travailler dans des locaux mal aérés (l'été 1971, l'atmosphère était surchauffée) et dans un vacarme infernal. Les cadences sur les chaînes s'accroissent. Non seulement, on n'embauche pas de nouveaux ouvriers, mais on ne remplace pas ceux qui partent. L'été 1971, aucun employé temporaire n'a plus été embauché, contrairement aux autres années.

Les travailleurs soumis à ce régime inhumain doivent encore supporter le mépris des « petits chefs », qui ne sont ici que des gardes-chiourmes. Les travailleurs disent ; « l'usine, ce n'est pas seulement les patrons et les profits: c'est aussi les hommes ». Mais qui s'en soucie? A la Savoie-Plastique, où l'on fabrique les bouteilles en plastique, nos camarades travaillent par 50°. Quant à nous, nous voulons mieux vivre. Nous ne voulons plus risquer l'accident en traversant les chaînes d'embouteillage pour rejoindre le réfectoire à l'autre bout de l'usine. Nous avons droit à deux pauses d'un quart d'heure. Une minute d'absence en trop et c'est un rappel à l'ordre. Tous les moyens sont bons pour accroître le rendement. On a même cherché à exciter la concurrence entre les deux chaînes d'embouteillage en affichant le nombre de bouteilles sorties par chacune d'elles ! De cette façon, la direction pouvait mieux déceler les postes « déficients » et procéder ensuite à des changements.

Tout a commencé, en fait, au mois d'avril dernier dans cette usine qui sort 2 500 000 bouteilles par jour rapportant chacune 15 centimes à B.S.N.

A la demande d'amélioration des conditions de travail des empileurs de cartons, la direction répond en envoyant les « chronométrateurs » du bureau d'étude américain Mac Kinsey. Il s'agit de réduire le coût de fabrication des bouteilles d'eau de 25 %. Entre autres conclusions, il fallait notamment



réorganiser l'atelier d'emballage. Dans cet atelier chaque empileur devait pouvoir remuer 54 tonnes de bouteilles d'eau par jour au lieu de 40 tonnes, qui était la norme à ce moment-là.

Mais les 72 « empileurs » de l'usine, qui ne connaissent peut-être rien au « management », mais qui savent ce qui leur passe tous les jours entre les mains, ne considéraient pas la situation de la même façon : « actuellement, disent-ils, nous déplaçons six cartons de 19 kg chacun par minute. Le dernier carton, on doit le soulever à deux mètres du sol environ. C'est faisable une heure ou deux, mais après, on en a plein les reins. Notre revendication est très simple : nous demandons à être sept par équipe au lieu de six comme actuellement. Ce qui fait en tout 14 travailleurs supplémentaires ». Telle est la raison pour laquelle le conflit, qui couvait depuis le mois d'avril, s'est transformé en un mouvement très dur l'été 1971. Pour les 1 100 travailleurs, les conditions de travail ne sont guère meilleures que celles des « empileurs ».

3. Le Chablais : Situation géographique.

C'est la façade des Alpes françaises sur le lac Léman. Il recouvre la partie nord du département de la Haute-Savoie et se confond à peu près avec l'arrondissement de Thonon. Le Chablais est délimité à l'est par le Valais suisse, à l'ouest par le secteur d'Annemasse et de Genève (véritable capitale économique de la région) et au sud par les vallées du Giffre et de l'Arve. Il est formé de deux secteurs très distincts : le Haut-Chablais et le Bas-Chablais.

a) **Le Haut-Chablais** : Sa partie montagneuse, au relief compliqué, au climat rude, présente une vie groupée dans les vallées des Dranses :

- de Bernex,
- d'Abondance,
- de Morzine,
- de Bellevaux,
- de Lullin,
- d'Habère-Poche et Boège.

Au nord-est, en bordure du Valais, les Préalpes tombent en abrupt sur les rives du lac entre Lugrin et Saint-Gingolph. Elles surplombent un petit plateau intermédiaire de 4 à 6 km de large que les Chablaisiens appellent « le Plateau ». Il se rattache à la montagne et sa partie occidentale s'enfonce en une gorge étroite et sinueuse, la basse vallée de la Dranse, principale, mais mal commode voie d'accès aux villages et stations de ski.

b) **Le Bas-Chablais** : Le plateau s'achève au nord entre Evian et Thonon par des pentes qui dominent une mince bande des terrains plats : les rives du Léman.

Plus à l'ouest, à partir de l'embouchure de la Dranse et au-delà de Thonon, les plaines s'élargissent et présentent plus de commodités pour l'agriculture, les constructions, les communications. Thonon, capitale et centre économique du Chablais, se trouve au point de contact du Haut et du Bas-Chablais.

L'embouchure de la Dranse. accueille les quelques usines du secteur : zone industrielle de Thonon sur une rive, l'usine d'embouteillage de la Société des Eaux d'Evian sur l'autre.

Le climat : Le lac adoucit les températures mais sa présence développe en hiver une nappe brumeuse qui étale sa grisaille au-dessus du Bas-Chablais. La montagne, par contre, reste ensoleillée l'hiver. Un enneigement abondant favorise l'essor de nombreuses stations de ski. L'été, généralement beau dans tout le secteur, attire de nombreux touristes qui constituent une des principales sources de revenus au secteur tertiaire.

Au printemps, la fonte des neiges vient gonfler les torrents des Dranses. Une partie des eaux s'infiltré dans le sous-sol du plateau et de la plaine,



imprègne les nappes de sables et graviers et approvisionne les communes soit par captage des sources, soit par pompage. Cet approvisionnement ne suffit pas toujours (la commune de Marin, voisine de Publier-Amphion, manque d'eau; la ville d'Evian doit utiliser l'eau du lac).

D'autre part, les eaux, en traversant ces matériaux fluvioglaciers, se chargent, dans des proportions variables, de sels. L'eau de la Source Cachat d'Evian est peu minéralisée; celle de la Source de la Versoie à Thonon l'est un peu plus. Elles deviennent des « eaux minérales » et constituent une richesse naturelle. L'exploitation de cette richesse naturelle est livrée à de grandes sociétés capitalistes comme B.S.N. ou Perrier.

4. Le Chablais : Une situation économique et sociale sans débouchés.

a) La population :

En 1968, 70 000 habitants pour l'arrondissement de Thonon. La situation actuelle résulte d'une émigration forte pendant la première moitié du siècle (le temps du « petit ramoneur savoyard »), suivie d'une stabilisation à partir de 1950 et une progression à partir de 1962 (+ 6 000 entre 62 et 68).

Mais la situation est différente selon les secteurs, marqués par une certaine industrialisation, l'essor du tourisme ou l'exode rural.

• **Le Haut-Chablais** (20 500 habitants en 68) connaît trois situations différentes :

Quelques communes **transformées par le tourisme d'hiver** sont aujourd'hui en expansion (Morzine, Chatel...). Mais celle-ci profite surtout à quelques entrepreneurs (notaires, agents d'affaires, banquiers parisiens ou internationaux, propriétaires de terrains bien placés). Quant aux montagnards de condition modeste, aux jeunes, leur situation n'est pas très brillante, même si la saison touristique apporte quelques revenus... et beaucoup d'illusions. De plus en plus les communes s'endettent et la maîtrise et les bénéfices de l'aménagement échappent aux montagnards, comme à Avoriaz.

D'autres communes **se vident** (Chevenoz, La Baume...); l'agriculture est trop dure et ne permet pas de vivre. Comme il n'y a rien d'autre à faire, les jeunes s'en vont.

Enfin, dans d'autres communes de la moyenne montagne et du plateau, où le tourisme hivernal est limité ou nul, la population est stable grâce à l'existence **d'activités non agricoles** sur place ou parce que les hommes vont travailler dans des usines de la plaine (Cachat, Fonderies du Léman) ou à Genève.

A Saint-Jean-d'Aulps, le centre climatique de la M.G.E.N. emploie 80 personnes; à Lullin et à Bellevaux, deux entreprises fournissent du travail à une quarantaine de personnes.

Beaucoup de ces ouvriers sont aussi des paysans. Ils résident dans la ferme familiale, exploitent quelques hectares et élèvent quelques vaches. La situation des femmes qui s'occupent de la ferme est pénible et les hommes font « double journée ». On a souvent reproché aux paysans-ouvriers de freiner le développement des luttes, aussi bien dans l'entreprise qu'en agriculture. Ce reproche qui fut fondé, l'est moins maintenant, car ces travailleurs prennent conscience de leur double aliénation comme ouvriers d'usine et comme paysans. Le manque de formation professionnelle les bloque dans des postes d'O.S. et les pousse à tenir cette seconde activité. Ils sont parfois enviés par quelques-uns qui restent paysans à part entière et dont la condition se dégrade, car leurs revenus sont globalement plus élevés et plus stables.

• **Le Bas-Chablais** (49 500 habitants en 68, en augmentation de 15 % par rapport à 62). Le phénomène d'urbanisation touche surtout Thonon, Evian et les communes à proximité des usines (Amphion-Publier) ou de Genève



(Douvaine, Sciez...). La construction est active, le prix des terrains augmente, le tourisme se développe. Mais l'économie de la région est marquée par une stagnation de l'agriculture et de l'industrie, un secteur tertiaire (commerces et administrations) très important et la présence de Genève qui tend à faire de nombreuses communes traditionnelles des communes-dortoirs.

b) L'agriculture :

40 % de la population active totale en 1962; en nette diminution depuis. Les agriculteurs sont âgés : les chefs d'exploitation de plus de 55 ans représentaient, en 1967, 56 % de l'ensemble. Sur les 44 % restants, 1/3 avait une activité extérieure à l'agriculture.

Les exploitations sont petites (11 hectares en moyenne) et très morcelées. Le remembrement n'a pu être effectué, sauf dans la commune de Loisin où il a duré huit ans (achevé en 66). Selon leur localisation, les terrains peuvent être utilisés pour la construction et prendre une très grande valeur. Les propriétaires préfèrent jouer sur la spéculation foncière.

La plupart des agriculteurs sont propriétaires d'une partie de leur exploitation (40 à 60 %), le reste est en fermage, ce qui pose des problèmes quant à la sécurité de l'instrument de travail. Il existe cinq groupements d'agriculteurs exploitants en commun (G.A.E.C.) qui regroupent chacun deux ou trois exploitants.

La production est orientée vers l'élevage. Quelques secteurs sont consacrés à la vigne (Marin, Crépy, Ripaille...), aux petits fruits (framboises autour de Machilly), et aux cultures maraîchères autour de Thonon, Evian et près de Genève.

c) L'industrie :

Elle est concentrée à proximité des villes (Thonon, 24 000 hab.; Evian, 6 000). Les principales entreprises sont à Publier-Amphion et à Evian la S.A.E.M.E. Cachat (1 600 salariés); à Publier, Zig-Zag papier (300); à Thonon, M.I.B. meubles tabulaires (600, dont 70 % d'immigrés), Thomson-C.S.F. (500, avec une assez forte proportion de techniciens), Fonderies du Léman du groupe Carpano (400), Gianola, matériel de chauffage (200). D'autres petites entreprises emploient quelques dizaines de travailleurs : O.F.E.C.O., Brown-Fintube, Discomatic... Le recensement de 1968 indique également plus de 1 000 personnes employées dans le bâtiment sur Thonon.

Dans le reste du Bas-Chablais, on peut noter en secteur rural à Bons-les-Chalets, Jolly-Potuz (120), du décolletage (50), des salaisons (70), une tuilerie (40); à Douvaine, les vins Mercier (50), les Fonderies d'aluminium (300 emplois prévus) qui commencent à fonctionner; à Excenevex, du battage d'or (40), des Fours Guyon (50); à Sciez, du tissage (100); à Machilly, les conserves Lenzbourg (60); à Perrignier, les skis Stravaïr (20). Ces entreprises emploient souvent des travailleurs immigrés et ont du mal à trouver des ouvriers qualifiés et des cadres.

L'emploi dans tout le secteur, sauf dans les entreprises importantes, est instable. Les travailleurs sont obligés de changer souvent d'emploi, soit par départ volontaire à cause des conditions de travail, soit à cause des licenciements nombreux (ceci se retrouve beaucoup moins dans les entreprises où les syndicats tendent à rétablir le rapport de forces). Mais les entreprises sont fragiles et on voit se succéder dans les mêmes murs des boîtes qui ont des activités différentes : Céramique, puis Pathé-Marconi, puis Thomson; Mulliez, puis Dumas-Vauthey, puis Spiraux-Savoie, puis Sopizet (imprimerie). En plus, il faut constater la quasi-absence de création d'emplois industriels et d'implantation d'entreprises depuis plus de 13 ans. Certes, le Chablais est considéré comme un cul-de-sac (ce qui reste à prouver), mais puisque, selon la formule des notables, c'est une région où il fait bon vivre, ne pourrait-on pas aussi y travailler?



L'absence d'enseignement technique digne de ce nom et de formation professionnelle est grave pour le développement du secteur. Les jeunes qui font des études reprennent, pour un petit nombre, le cabinet ou l'étude de papa et ils seront des notables; les autres sont obligés de quitter la région pour trouver du travail.

Une étude faite en décembre 1968 à la préfecture d'Annecy et encore d'actualité, donnait le tableau suivant, par zone d'emploi (en % de la population) :

Catégories socio-professionnelles	Annecy	Annemasse	Cluses	Thonon
Ingénieurs, cadres .	6,4	6,4	5,6	5,5
Techniciens, Agents techniques, Dessinateurs	5,9	5	5	4
Agents de maîtrise .	5,3	4,8	4,8	5,4
Employés qualifiés .	13,5	19,3	14,7	14,4
V.R.P	1,1	2,3	0,8	0,3
Ouvriers qualifiés... Personnel	27	25,5	28,3	23,8
sans qualification...	38,6	36,3	40,5	46

Les ouvriers sans qualification comprennent beaucoup de paysans-ouvriers et de femmes. Il y a également des travailleurs immigrés (plus de 3 000 dans le Chablais).

• **Les syndicats :**

Les organisations C.F.D.T. et C.G.T. sont pratiquement les seules présentes et actives dans les entreprises. F.O. et la C.G.C. existent, mais n'ont que peu d'influence.

La C.F.D.T. est majoritaire dans l'ensemble du Chablais. Il est vrai qu'elle se montre la plus active dans un milieu qui découvre le socialisme. Elle vient en tête à la Cachat, à Thomson, aux Fonderies du Léman. La C.G.T. est majoritaire à Zig-Zag, chez Gianola, chez M.I.B.

Le taux de syndicalisation est assez important dans les grandes boîtes, beaucoup moins dans les petites où les travailleurs se trouvent plus isolés face au patron. A la Cachat, 80 % des travailleurs sont syndiqués; aux Fonderies du Léman, le taux est presque aussi élevé. Il est vrai aussi que ce sont les entreprises où les travailleurs sont les plus combatifs.

d) **Le secteur des Services** (commerces et administration) :

Il est particulièrement développé du fait du tourisme et également parce que Thonon a un rôle administratif. A titre d'exemple, Thonon a une population active de presque 9 000 personnes, dont 55 % travaillent dans les services. C'est dans ce secteur que les femmes occupent le pourcentage le plus important (45 % contre 30 % en moyenne de tous les secteurs). Par comparaison, 43,5 % des actifs travaillent dans l'industrie (dont plus de 1 000 personnes dans le bâtiment).

Un pourcentage aussi élevé de la population active dans le secteur des services n'est pas pour favoriser le développement économique du Chablais.

On constate finalement une situation grave : la population du Chablais est composée de deux grands groupes de personnes : des retraités et rentiers d'une part, des travailleurs sans qualification et mal payés d'autre part (beaucoup de salariés ne touchent pas encore le S.M.I.C. dans le Chablais). Les entreprises capitalistes exploitent ce secteur sans que cela leur coûte très cher en investissements et en formation des travailleurs. Il s'agit là d'un bon exemple de colonisation de la province.

• **La soupe Genève :**

Il n'y a pas trop de chômage dans le Chablais parce que beaucoup de jeunes partent dans d'autres régions, parce qu'un pourcentage encore faible



de femmes cherche un emploi et surtout parce que beaucoup de personnes vont travailler à Genève chaque jour. On peut compter que 2 500 Chablaisiens font chaque jour le trajet de Genève (certains, venant de Morzine, sont à 70 km de Genève). Un bateau fait chaque jour la navette au départ d'Evian pour Lausanne, Vevey. Il est vrai qu'en moyenne les salaires sont 50 % plus élevés en Suisse que dans le Chablais. Mais qu'advient-il le jour où une récession économique touchera les grands trusts internationaux installés en Suisse ?

Beaucoup de notables locaux verraient très bien le Chablais devenir un secteur touristique et un secteur d'habitation pour personnes travaillant à Genève mais dépensant leurs revenus à Thonon, Evian ou autre commune des environs.

B. Naissance d'un mouvement socialiste et révolutionnaire malgré la situation politique

1. Un apolitisme conservateur :

La situation actuelle résulte de données vieilles d'au moins 25 ans. A la fin de la dernière guerre, les dirigeants qui se sont imposés se sont maintenus pour la plupart ou ont été remplacés par des hommes venus à leurs côtés dans le seul souci de tenir une place dans la direction des affaires locales.

Le rôle de ces notables a consisté à se maintenir en place en développant l'apolitisme (en fait le conservatisme) des électeurs. Chaque fois que le débat aurait dû être ouvert, ils l'ont fui et ont préféré le système plus tranquille pour eux de la clientèle, du petit service rendu, de l'intervention personnelle, du passe-droit qui assure la reconnaissance. Ils ont pu maintenir leur position en l'absence de véritable force politique en face d'eux. Electoralement la disparition du scrutin proportionnel a encore renforcé le rôle des notables.

Les partis politiques ont une influence limitée :

A droite, nous l'avons vu, pas de partis, mais seulement une clientèle redevable de quelques faveurs.

On a assisté à la fin du M.R.P. qui tenait une position relativement importante grâce à l'influence du clergé et de certains milieux ruraux (syndicalisme agricole, chambre d'agriculture, J.A.C....).

Le mouvement socialiste traditionnel se composait également de notables laïcs cette fois, et n'a pas échappé à la mainmise de la bourgeoisie. La S.F.I.O. a eu une influence très limitée (un peu à Evian) et le P.S. essaie de se constituer en vue des élections législatives de 1973.

Le Parti Communiste, surtout implanté dans quelques communes rurales, influence quelques agriculteurs (M.O.D.E.F.), des enseignants, des pêcheurs et certains ouvriers de la C.G.T. (la C.G.T. est minoritaire dans l'ensemble du secteur comme l'ont montré les élections prud'hommales de 1970). Toutefois le P.C. représentait en 1968 la deuxième force électorale, loin derrière la droite il est vrai.

2. Naissance d'un mouvement ouvrier-paysan vers le socialisme :

Progressivement, en face de l'apolitisme conservateur, on assiste à la naissance d'un mouvement ouvrier et paysan vers le socialisme dans lequel le P.S.U. tient une grande place.

Une prise de conscience et une contestation des structures établies touchent plusieurs couches en même temps. Elles sont facilitées par les difficultés de la situation de l'emploi, des conditions de travail, le maintien d'une grande partie des gens en dehors de la vie politique et des responsabilités sur les affaires qui les concernent. Les problèmes d'une agriculture mal armée face au capitalisme sont de plus en plus ressentis par la population rurale : commercialisation des produits face aux grandes sociétés alimentaires, mainmise sur les terres bien placées par des promoteurs immobiliers, absence



de garanties d'avenir pour des agriculteurs qui ne sont propriétaires que d'une toute petite partie de la terre qu'ils exploitent face au développement du tourisme.

Des militants politiques et syndicaux expriment ces vrais problèmes. La combativité est réelle dans plusieurs entreprises et dans des secteurs encore limités du milieu agricole.

Le P.S.U., pour sa part, a participé d'une façon de plus en plus active à la lutte des travailleurs. En mai-juin 68, ses militants ont été très actifs. Si la plupart des entreprises ont fait grève pour suivre le mouvement, dans certaines (Thomson-C.S.F.) le travail a repris avec plus d'une semaine de retard sur l'ensemble des boîtes en France.

Il a mené ensuite une action sur le problème d'une véritable décentralisation par le pouvoir à la base.

En juillet 1970, la section du Chablais a, avec d'autres militants, dénoncé la mainmise du capitalisme sur les plages publiques. 700 travailleurs chablaisiens, suisses et en vacances se sont mobilisés à l'appel du Comité d'Action pour l'Accès aux Plages. Cette action a permis à la population de récupérer une plage volée par des promoteurs immobiliers avec la complicité des notables locaux. A cette occasion, les travailleurs chablaisiens ont pu voir que la police et les C.R.S. n'étaient pas seulement là pour faire la circulation ou protéger les baigneurs ! Cette action a eu un nouvel aboutissement puisque la municipalité vient de décider l'expropriation d'une vaste châtaigneraie voisine de la plage libérée (décembre 1971). Cette expropriation était réclamée par les travailleurs et le P.S.U.

En novembre 1970, à l'occasion d'une réunion de travail avec Bernard Lambert, suivie d'un meeting, des paysans de toute la Haute-Savoie se sont rassemblés avec des ouvriers, à l'initiative du P.S.U. Cette réunion avait été précédée de plusieurs autres sur le secteur et a donné naissance à un groupe socialiste en agriculture. Certes, tous ses militants ne sont pas au P.S.U., mais leur recherche se place dans une optique socialiste et révolutionnaire.

Les élections municipales ont été l'occasion d'un travail important dans le Chablais. La campagne assez peu électoraliste sur le thème « travailleur prend le pouvoir » développait les idées de soutien aux luttes, la mainmise capitaliste sur le cadre de vie (plage, loisirs, spéculation immobilière, H.L.M. où l'on s'entasse...), le problème de l'emploi et du développement économique, l'exploitation des travailleurs immigrés...

Les résultats obtenus à Thonon par la liste d'Union des Travailleurs Socialistes sont encourageants : 17 % des voix en moyenne, avec presque 24 % en tête de liste (le P.C. a fait 13,5 % en moyenne). Le nombre de voix a presque doublé par rapport à celles obtenues par le candidat P.S.U. aux législatives de 1968.

Mais le résultat du travail sur les entreprises et dans le secteur rural apparaît aussi dans bon nombre de petites communes du Chablais où plusieurs jeunes militants syndicalistes ont été élus. Leur action sera très utile pour mobiliser les habitants des petites communes pendant le conflit de la Cachat.

A Publier-Amphion, enfin, lieu d'implantation de l'usine Cachat, des camarades du P.S.U. alliés au P.C. font un bon score (plus de 45 % en tête de liste).

Certes, les élections ne sont pas une fin en soi, mais en même temps qu'elles sont dans un secteur comme le Chablais un temps fort pour débattre des perspectives socialistes et révolutionnaires, elles permettent d'avoir une certaine idée de l'audience du parti à un moment donné.

Ainsi, au moment du conflit de la Cachat, le P.S.U. se trouve être l'un des tous premiers groupes politiques dans l'action avec les travailleurs.

La section du Chablais regroupe des camarades de Thonon et Evian et également des camarades répartis géographiquement sur tout le secteur.



Ses militants d'entreprises sont présents à la S.A.E.M.E. Cachat, Thomson, Fonderies du Léman, frontaliers, services sociaux et santé, fonction publique et dans quelques petites boîtes.

Dans la lutte de la Cachât, le P.S.U. a eu l'initiative de créer le comité de soutien où il a joué un rôle important sans jamais prendre en main la direction des affaires.

A cette occasion l'influence du P.S.U. a progressé sérieusement dans la classe ouvrière et, par son intermédiaire, les paysans ont été également dans le coup. Ceci s'est traduit — entre autres — par l'adhésion de nouveaux camarades.

III. LES LEÇONS D'UNE VICTOIRE

A. L'assemblée ouvriers-paysans du 3 octobre 1971

La lutte des travailleurs de la « Cachat S.A.E.M.E. » nécessitait un temps de réflexion avec tous ceux qui de l'intérieur et de l'extérieur ont participé au conflit.

C'est pourquoi le P.S.U., continuellement présent dans cette lutte et aidant les travailleurs à donner une dimension politique à leur combat, a pris l'initiative d'organiser une A.O.P. le 3 octobre 1971 pour en tirer le bilan et en prolonger les résultats. Cette assemblée réunit des ouvriers qui ont pris part à la lutte, des syndicalistes, des paysans ayant participé au mouvement de solidarité, des membres du comité de soutien et d'autres militants politiques. Des militants ouvriers du P.S.U. de la région y assistaient également.

Ceux qui avaient pris part à la lutte ont pu au cours de cette A.O.P. confronter leurs points de vue, faire des constatations sur le conflit lui-même et tirer les enseignements pour d'autres luttes à mener.

Un fait est à noter : le conflit de la S.A.E.M.E. est non seulement le premier conflit important de la « rentrée » 1971, mais surtout le plus important qu'il y ait jamais eu dans le secteur. Il est certain qu'une lutte de cette qualité a permis une grande mobilisation; elle a été le moyen pour beaucoup de se révéler et d'acquérir une conscience politique.

Un certain nombre de conclusions ont été tirées à l'A.O.P. qui reprennent les points les plus importants de la discussion :

1° **Une lutte ne peut être isolée.** Elle a des répercussions sur toute la région et pour faire aboutir les revendications, la région, le groupe industriel doivent être mobilisés.

Un comité de soutien, sous quelques formes que ce soit, est nécessaire pendant l'action, car il permet cette mobilisation très vaste.

Cette popularisation a été le travail du comité de soutien animé par les syndicats de l'entreprise, le P.S.U., le Secours Rouge (popularisation dans le secteur, dans la région et dans l'ensemble du trust B.S.N.).

Ce mouvement de solidarité doit se poursuivre : il doit être capable d'une intervention rapide au cas où la direction de la S.A.E.M.E. viendrait à exercer une répression à rencontre des « meneurs » ou si d'autres conflits éclataient dans le secteur.

2° **L'occupation de l'usine** a été très importante dans cette lutte.

Sans elle, les travailleurs, dispersés géographiquement, auraient été démobilisés rapidement et n'auraient pu qu'attendre le résultat de discussions entre les délégués et la direction.

Au contraire, en occupant l'usine comme ils l'ont fait, les ouvriers de la Cachât ont montré leur ferme détermination à aboutir; ils ont pu contrôler l'action des délégués qui leur rendaient compte régulièrement et discuter de l'action et des revendications au cours des assemblées générales et des



réunions par équipe des « occupants ». Ils ont pu aussi travailler en étroite collaboration avec le comité de soutien et le contrôler en assistant à toutes ses réunions et en participant à ses actions.

Dans l'usine occupée, l'ambiance de camaraderie, les discussions souvent à caractère politique, l'accordéon et la friture, la préparation des actions ont fait de ces trois semaines un moment important de la prise de conscience de l'exploitation capitaliste, de la dimension politique de cette lutte et de la nécessité du contrôle ouvrier, de l'autogestion des luttes devant déboucher sur une société socialiste et autogérée.

C'est dans l'usine occupée qu'ont été organisés les meetings et manifestations (tract, banderoles, slogans, prévenir tous les villages...), le bal, les collectes, qu'ont été discutées les revendications et les propositions de la direction. Ceci a permis une qualité assez exceptionnelle des relations entre la base et les délégués, confirmée par les résultats des élections de délégués dans la boîte début septembre.

3° Le problème du **contrôle ouvrier et de l'autogestion** a été posé concrètement.

Le conflit a démarré sur des problèmes de fonctionnement dans l'entreprise (cadences, conditions de travail, garantie de l'emploi...), les travailleurs ont contesté le pouvoir patronal, l'organisation capitaliste du travail; leur victoire est celle du contrôle ouvrier.

Le problème de l'autogestion a même été posé : dès le lundi 30 août (au moment où a été décidé l'occupation de l'usine) le fonctionnement d'une chaîne a été proposé pour l'alimentation des hôpitaux et des centres de soins de la région. Mais ce projet n'a pu être mis à exécution car aucun ingénieur de qualité n'a voulu s'y joindre (ceci était indispensable pour une eau utilisée pour les nourrissons et dans les centres de soins).

Déjà en 1970, pendant une grève catégorielle de la C.G.C., alors qu'aucun cadre ne travaillait, l'usine a tourné sans problème. Les travailleurs ont pris conscience qu'il était possible de faire fonctionner l'usine sans la maîtrise-fayot, chacun occupant la fonction technique de sa spécialité.

4° **Les agriculteurs** présents à cette A.O.P. ont expliqué comment ils étaient arrivés à prendre conscience de leur solidarité avec les ouvriers, non pas d'une manière sentimentale, mais en faisant l'analyse de leur propre situation d'exploités par le système capitaliste, comment ils ont compris la similitude entre la condition des ouvriers et celle des paysans :

- augmentation des cadences,
- doublement du rendement en quelques années,
- absence de garantie de l'emploi (Plan Mansholt),
- faiblesse du pouvoir d'achat (le S.M.I.C.).

Ils ont découvert que l'ennemi commun est le capitalisme; que pour obtenir quelque chose il ne faut pas le demander, mais l'arracher. Ils veulent maintenant lutter pour un système économique, une société plus justes.

Un syndicat local a pris position par 15 voix sur 25 pour aider le comité de soutien, y compris dans des manifestations à venir. Beaucoup reste encore à faire, un responsable syndical paysan nous disait : « nous avons été longs à prendre position, mais une fois le choix fait, il est fait ».

A partir de cette réunion, des contacts ouvriers-paysans plus fréquents auront lieu et les ouvriers prennent conscience peu à peu qu'il leur faut soutenir la lutte paysanne. Les ouvriers sont encore assez peu sensibilisés par la solidarité des paysans du fait de son caractère récent et quantitative-ment peu important. Un paysan leur a posé la question de leur position au cas où les paysans subiraient, soit de la part du Crédit Agricole, soit de la M.S.A., une répression pour s'être « mouillés » dans ce conflit; cette question a été ressentie, par les ouvriers comme quelque chose de nouveau.



5° Le conflit de la Cachât a été **comparé** à d'autres luttes, comme celles des O.S. du Mans : les travailleurs du Mans ont bien compris que la lutte de la S.A.E.M.E. était la même que la leur, puisqu'ils ont été parmi les premiers à manifester leur soutien (conflit limité au départ qui est appuyé peu à peu par l'ensemble des ouvriers. Ceci est dû au phénomène de « ras-le-bol » : « ras-le-bol » des cadences, « ras-le-bol » d'être considéré comme des machines...).

La grève de la laiterie d'Entremont a également été évoquée comme une réalité marquante dans la solidarité « ouvrier-paysan ». Les conditions à la Cachât n'étaient cependant pas les mêmes.

6° **Le rôle du parti** : Les partis politiques ne doivent pas s'occuper seulement des élections. Leur rôle, pour le P.S.U., entre autres, n'est pas non plus de diriger les luttes à l'intérieur de l'entreprise, mais de faire des analyses, des propositions. Pour ceux qui luttent pour un socialisme d'auto-gestion, les décisions qui intéressent les travailleurs doivent être prises par les travailleurs à la base : **l'autogestion des luttes doit, dès à présent, préfigurer et rendre possible l'autogestion de la société dans le socialisme.** Le parti a deux rôles :

1) il doit être un **laboratoire de recherches** sur la manière de mener les luttes. Dans le parti se retrouvent des travailleurs de différents secteurs qui confrontent leurs expériences, leurs points de vue et qui débouchent sur une ligne commune à tous les secteurs;

2) il doit se mettre au **service des travailleurs**, en suscitant la création du soutien et en participant à son action.

Mais jamais le P.S.U. n'a cherché à prendre la direction des luttes, même s'il était présent par son groupe d'entreprise (les travailleurs sont assez grands pour prendre en charge leur propre combat et n'ont besoin de personne pour les diriger). Il a aidé les travailleurs à aller plus loin et à donner une dimension politique à leur lutte.

Les discussions dans les groupes d'entreprise et dans la section P.S.U. ont permis de confronter et de mettre en commun les expériences d'action et de faire le lien avec d'autres actions, comme la libération des plages en juillet 1970. Dans chaque cas, c'est une lutte contre l'exploitation des travailleurs dans leur travail, dans leurs loisirs...

B. Conclusions du groupe d'entreprise P.S.U. de Cachât et de la section P.S.U. du Chablais

Ils ont discuté sur les conclusions de l'A.O.P. : elle a montré l'importance du coup porté au pouvoir patronal et la capacité des travailleurs et de la population à créer de nouvelles formes de décision dans l'entreprise, de nouveaux rapports sociaux entre les travailleurs et la population.

Ils ont décidé de compléter ces conclusions en insistant sur les points suivants, discutés eux aussi en A.O.P. :

1. Contestation du pouvoir patronal.

La lutte a été d'autant plus vive, d'autant mieux suivie dans l'opinion, qu'elle était une **riposte**, déclenchée par les empileurs, à des décisions patronales de plus en plus abusives.

A l'origine de la décision d'accélérer les cadences, de diminuer les effectifs et de réduire ainsi l'emploi déjà insuffisant dans la région, on trouve la volonté de Riboud de ne considérer l'entreprise que sous l'angle des profits et de la puissance qu'elle peut lui apporter.

La décision du lock-out montre combien, à ses yeux, les ouvriers ne sont que des pions à qui il suffit d'opposer « une ferme détermination de P.D.G. ».



Mais dans son mépris des travailleurs, la direction s'est trompée. Par le caractère résolu et unitaire de leur lutte, les ouvriers lui ont rappelé qu'ils se sentent bien les premiers et les principaux intéressés dans la vie de l'usine et de la région. Ils ont **contesté le pouvoir patronal dans son essence même, la décision**, et ont infligé une rude leçon à la direction qui a été obligée de se rendre compte qu'elle n'était plus le maître absolu.

2. Contestation du pouvoir politique.

Les pouvoirs publics, représentants de l'Etat ou élus, ont officiellement pour mission d'assurer le « devenir de la région ». Ils ont donc incontestablement un rôle à jouer dans un conflit social, surtout lorsqu'il met en jeu l'emploi et les moyens d'existence de 1 100 familles (nombre très important dans une région qui n'est pas particulièrement renommée pour son dynamisme économique).

Dans un conflit tel que celui de la Cachat, quelle aurait dû être l'attitude des représentants de l'Etat, préfet, sous-préfet, inspecteur du travail ? Les travailleurs pensaient que, défenseurs de l'intérêt général, du développement économique de la région, de l'emploi, ils auraient dû prendre position clairement et énergiquement pour le droit au travail, la sécurité de l'emploi et l'expansion. Ils auraient dû s'opposer fermement au maintien d'un lock-out illégal.

Mais le mythe de l'intérêt général s'est dégonflé comme une baudruche.

Qu'ont fait les représentants de l'Etat ? Ils se sont tus.

Cette carence démontre bien leur profond accord avec la politique de la direction. Leur attitude a été celle, logique, de serviteurs d'un Etat au service et aux ordres des intérêts capitalistes.

Les municipalités de Thonon et d'Evian n'ont pas eu une attitude moins complice.

Le député-maire de Thonon (giscardien tendance Marcellin), après un silence de 11 jours, a daigné accorder une audience aux responsables C.G.T. et C.F.D.T. à qui il demanda tout d'abord d'être polis. Il n'a pas accepté de condamner le lock-out et par là il a choisi clairement le camp des patrons. En plus, il a proposé d'accorder un secours aux seuls ouvriers thononais de la Cachat au lieu de faire voter une subvention pour l'ensemble des travailleurs qui font vivre Thonon et sa région, refusant par là-même de reconnaître leur dignité.

La municipalité d'Evian a voté une subvention de 3 millions d'anciens francs (2 millions pour les ouvriers habitants Evian, 1 million pour le comité de soutien). Il est vrai qu'elle porte un intérêt tout particulier à la S.A.E.M.E. : il s'agit plus de sauvegarder ses intérêts financiers (les redevances que lui verse la S.A.E.M.E. pour l'exploitation des sources) que de veiller au sort des travailleurs. Ces redevances s'élevaient en 1970 à 340 millions d'anciens francs (elles auraient dû être de 510 millions d'anciens francs d'après les engagements non tenus de la Société des Eaux).

Mais ici un peu d'histoire est nécessaire. Il y a eu à Evian un maire socialiste qui tenta de lutter contre les méthodes de la S.A.E.M.E. Avant les élections municipales de 1971, la municipalité se disait encore à gauche, mais son souci était plus l'aménagement du casino ou le financement du déficit des hôtels de prestige que le sort des travailleurs.

Elle avait dû en 1970 accepter l'absorption de la S.A.E.M.E. par B.S.N. et avait demandé en contrepartie des avantages financiers.

En ce qui concerne l'emploi, elle avait demandé la réouverture de l'usine S.A.E.M.E. de la gare, fermée à la suite du transfert des installations à Amphion-Publier. Les engagements avaient été rendus publics, mais on avait



négligé de prendre des garanties suffisantes. Résultat : les engagements n'ont pas été tenus.

Aux dernières élections, la municipalité sortante a été battue; le conseil municipal actuel à majorité de droite se soucie tout autant du « prestige » de la ville et pas davantage des travailleurs.

Des négociations ont abouti entre Evian et la S.A.E.M.E. sur l'exploitation des sources et les redevances financières aux communes (le 16 novembre 1971). On annonce la réouverture de l'usine de la gare, sous la forme d'une fabrique de cartonnage, et on ne précise ni le statut des travailleurs, ni le nombre d'emplois qui y seront créés (on sait pourtant que ce nombre sera limité et que cette réouverture n'apportera pas d'emplois nouveaux pour le secteur).

3. La presse liée au pouvoir.

Une fois de plus, à l'occasion de ce conflit, la majorité des articles de presse ou des communiqués de radio reprenaient le point de vue de la direction : soit qu'ils aient suivi sans les remettre en question les informations de « source officielle », soit que les directions des journaux aient sabré elles-mêmes les comptes rendus de journalistes « un peu trop honnêtes ».

Le comble a été atteint quand le 10 septembre toutes les radios et chaînes de télévision ont annoncé (d'où venait le renseignement ?) qu'un accord était intervenu entre la direction et les syndicats le 9 au cours de la réunion de la commission départementale de conciliation et que le travail reprenait le lundi 13 septembre.

La direction lançait une grande opération de démobilisation et la presse et les organes d'information se sont montrés totalement complices.

La meilleure riposte a été le refus par 80 % des travailleurs des propositions de la commission de conciliation et la relance de l'occupation et du mouvement de solidarité.

Les travailleurs ont pu apprécier la différence entre les sources d'information françaises et les communiqués et éditoriaux spéciaux de la Radio-Télévision Suisse et de certains journaux suisses. Cependant, en France, certains journaux ont fournis une information sérieuse (Hebdo-T.C, Tribune Socialiste...).

La presse régionale, quant à elle, si elle s'est manifestée, quelquefois, l'a fait pour se ranger délibérément aux côtés du patronat en tronquant souvent les articles de ses correspondants. Exemple, le Dauphiné-Libéré, qui en vint à dire que le conflit Cachât avait éclaté à propos de revendications de salaires et qui passait les communiqués des syndicats, des organisations révolutionnaires et du comité de soutien en les dénaturant complètement. Mais le meilleur exemple du genre reste celui de l'hebdomadaire le « Messenger » de la Haute-Savoie, qui n'a pas daigné consacrer un seul article au conflit. Les travailleurs ont apprécié. Il est vrai qu'en 1968 ce même hebdomadaire, dont l'influence est réelle sur le secteur, n'a jamais parlé des événements de mai-juin, sinon pour communiquer vers la mi-juillet le résultat des élections législatives.

4. Conflit positif, mais victoire d'étape.

Si le conflit de la Cachat a été positif, c'est d'abord, et d'une façon immédiate, parce qu'il s'est **soldé par une victoire** et a permis une amélioration des conditions de travail.



Mais sa véritable signification, sa véritable portée, se trouve aussi dans les **formes de luttes** et dans les **structures** que les travailleurs ont su mettre en place pour résister.

Le conflit a permis aux travailleurs de prendre mieux conscience de leur position au sein d'un système dans lequel ils ne représentent qu'une masse de main-d'œuvre qui doit produire de plus en plus, pour le profit du capital.

Il leur a permis, en outre, de se rendre compte que par leurs forces unies et avec leurs organisations syndicales, ils pouvaient faire front, et remporter des victoires. Et surtout les travailleurs se sont reconnus une place importante dans les décisions prises dans leur entreprise.

C'est bien d'une **réflexion politique** qu'il s'agit : le conflit Cachat a permis aux travailleurs de poser le problème du système tout entier, dans ses finalités et ses formes d'oppression au niveau de l'individu et au niveau des classes exploitées.

Le conflit est positif aussi car **il sert d'exemple vécu sur le plan local.**

La combativité des travailleurs d'autres entreprises de la région, forts de cet exemple, s'en trouve accrue (grève aux Fonderies du Léman).

Cependant, il faut bien voir que si le conflit Cachat est incontestablement une victoire, il ne représente qu'une étape.

La direction peut reprendre, à l'intérieur de l'usine, une guerre d'usure, propre à grignoter petit à petit les avantages acquis.

La garantie de l'emploi n'est pas assurée pour les travailleurs de la Cachat, malgré les engagements de la direction.

La réouverture, prévue, de l'usine de la gare pour fabriquer des cartons, consécutive à l'accord intervenu entre la S.A.E.M.E. et la ville d'Evian, n'apportera aucun emploi nouveau et le personnel de la Cachat qui sera transféré là a de fortes chances d'y trouver des conditions inférieures, comme cela se passe déjà à l'usine B.S.N. de Savoie-Plastique à Amphion.

Les procédés de Riboud n'ont pas changé. Il envisage de fermer consécutivement deux usines de fabrication d'aliments pour enfants, à Grillon dans le Vaucluse et à Objat en Corrèze, pour concentrer sa production dans une nouvelle usine à Brive-la-Gaillarde (Corrèze). Pour Grillon, ce seront 250 personnes qui devront choisir entre rester sur place et perdre leur emploi, ou partir et se réinstaller à Brive, avec toutes les difficultés que cela implique.

La survie et l'expansion d'une région ne sont que de vains mots pour des gens comme Riboud pour qui seuls les mots « rentabilité » et « profit » ont un sens.

C'est aux travailleurs unis dans toutes les entreprises qu'il appartient de comprendre ces faits d'abord et de montrer ensuite qu'ils s'y opposent, et prennent en main leur devenir et celui de la région.

C'est cette démarche et cet effort qui nous mèneront vers le contrôle ouvrier, l'autogestion et le socialisme.

Tant que n'aura pas disparu le système d'exploitation capitaliste on ne pourra considérer aucune lutte, aucune victoire comme définitive. Des structures de défense doivent être maintenues, ou prêtes à se reconstituer et à agir à la moindre alerte, comme a pu le faire le comité de soutien.

C'est à travers la lutte et les leçons qu'en tirent les travailleurs que doit se définir un projet socialiste né de l'expérience commune. Nous pensons que l'expérience décrite ici peut constituer un apport à l'élaboration d'un programme révolutionnaire exprimant les objectifs des luttes et en assurant **les** convergences.